RCS : EVRY
Code greffe : 7801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 02765
Numéro SIREN : 803 950 351
Nom ou dénomination : ABG DIAG. CONSEIL

Ce dépôt a été enregistré le 15/03/2016 sous le numéro de dépôt 3948

Acte déposé au Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY
Le : 15 MARS 2016
Numéro : A 3948

ABG DIAG. CONSEIL
SAS au capital de 2 000 €
Siège social :
17 bis avenue de Beaumont
91210 DRAVEIL
RCS EVRY 803 950 351

PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE du 28 JANVIER 2016

L'an deux mille seize et le vingt-huit janvier, les actionnaires de la **SAS ABG DIAG. CONSEIL,** se sont réunis au siège social situé au **17 bis avenue de Beaumont – 91210 DRAVEIL**, en assemblée ordinaire sur convocation régulière de la présidence à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1°) **DEMISSION de M. BARRE-GOFFART Alain du poste de président**
2°) **NOMINATION de Mme BARRE-GOFFART Auréline au poste de présidente**
3°) **ENTERINEMENT DE LA CESSION D'ACTIONS**
4°) **MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS**
5°) **POUVOIRS A CONFERER**

Sont présents ou représentés :

- M. BARRE-GOFFART Alain
  Détenteur des parts numérotées de 1 à 40 ..... 40 actions

- Mme BARRE-GOFFART Auréline
  Détentrice des parts numérotées de 41 à 140..... 100 actions

- M. ERMOLLI Daniel
  Détenteur des parts numérotées de 141 à 200 ..... 60 actions

Total du nombre d'actions attribuées ..... 200 actions

Première résolution – L'assemblée ordinaire accepte **à compter de ce jour,** la démission du poste de président de **M. BARRE-GOFFART Alain,** né le 26/04/1960 à Casablanca (Maroc), demeurant 17 bis avenue de Beaumont – 91210 DRAVEIL, de nationalité Française.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution – En conséquence de ce qui précède et après en avoir délibéré, l'assemblée ordinaire nomme **Mme BARRE-GOFFART Auréline,** née le 13/05/1992 à Courcouronnes (91), demeurant 17 bis avenue de Beaumont – 91210 DRAVEIL, **en qualité de présidente à compter de ce jour,** en remplacement de M. BARRE-GOFFART Alain, démissionnaire.

Mme BARRE-GOFFART Auréline, ici présente, déclare accepter les fonctions auxquelles elle vient d'être nommée, précisant qu'à sa connaissance, elle ne se trouve dans aucun des cas d'interdiction ou de déchéance susceptibles de lui en défendre l'exercice.
L'assemblée tient à préciser ici que **M. BARRE-GOFFART Alain** n'exercera plus ses fonctions de président **à compter de ce jour**.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

ABG ABG

Greffe du Tribunal de Commerce d'Evry : dépôt N°3948 en date du 15/03/2016

Troisième résolution – Après en avoir délibéré, la collectivité des actionnaires décide d'entériner la présente cession :

- M. BARRE-GOFFART Alain acquière la totalité des actions de M. ERMOLLI Daniel

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution – La collectivité des actionnaires décide ainsi de modifier :

ARTICLE 7 CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **2 000 €** (deux mille euros) et divisé en 200 actions égales de 10 € chacune, entièrement souscrites et libérées et attribuées aux associés en proportion de leurs apports, c'est à dire :

- M. BARRE-GOFFART Alain
Détenteur des parts numérotées de 1 à 40 et de 141 à 200 ..... 100 actions

- Mme BARRE-GOFFART Auréline
Détentrice des parts numérotées de 41 à 140..... 100 actions

Total du nombre d'actions attribuées ..... 200 actions

Total égal au nombre d'action composant le capital social.

ARTICLE 26 NOMINATION DU PRESIDENT

Le président est :

Mme BARRE-GOFFART Auréline, née le 13/05/1992 à Courcouronnes (91), demeurant 17 bis avenue de Beaumont – 91210 DRAVEIL

Le reste de l'article reste inchangé

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

CLOTURE DE LA SEANCE

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, le président lève la séance à 14 heures.

De tout ce qui précède il a été dressé un procès-verbal, signé de tous les actionnaires présents, après lecture, pour servir et valoir ce que de droit.

Draveil, le 28/01/2016

M. BARRE-GOFFART Alain

Mme BARRE-GOFFART Auréline

M. ERMOLLI Daniel

ABG

ABG

ABG DIAG. CONSEIL
SAS au capital de 2 000 €
Siège social :
17 bis avenue de Beaumont
91210 DRAVEIL
RCS EVRY 803 950 351

CESSION D'ACTIONS

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- **M. ERMOLLI Daniel,** né le 23/08/1948 à Clichy (92), demeurant 24 avenue de Paris – 91210 DRAVEIL, de nationalité Française ;

CEDANT, d'une part

ET

- **M. BARRE-GOFFART Alain,** né le 26/04/1960 à Casablanca (Maroc), demeurant 17 bis avenue de Beaumont – 91210 DRAVEIL, de nationalité Française ;

CESSIONNAIRE, d'autre part

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

La SAS dénommée en tête des présentes, dont le siège social est situé à DRAVEIL (91210) – 17 bis avenue de Beaumont et dont le capital s'élève à 2 000 € réparti comme suit :

- M. BARRE-GOFFART Alain
Détenteur des parts numérotées de 1 à 40.....40 actions

- Mme BARRE-GOFFART Auréline
Détentrice des parts numérotées de 41 à 140.....100 actions

- M. ERMOLLI Daniel
Détenteur des parts numérotées de 141 à 200.....60 actions

Et ayant pour objet :

- *Travaux de diagnostics et d'expertises dans la construction et sur les biens immobiliers ;*
- *Activité de consultant et de conseil ;*
- *Ventes de prestations de services ou de biens d'équipement ainsi que toute activité pouvant être complémentaire ;*

ORIGINE DE PROPRIETE :

Le cédant possède dans cette société 60 actions de 10 € chacune, qui lui ont été attribuées en représentation de son apport.

CESSION :

Par ces présentes :

ABG

Greffe du Tribunal de Commerce d'Evry : dépôt N°3948 en date du 15/03/2016

Le cédant **M. ERMOLLI Daniel** cède et transporte la totalité de ses actions soit 60 actions, sous les garanties ordinaires et de droit, au cessionnaire qui accepte de la façon suivante :

- à **M. BARRE-GOFFART Alain,** 60 actions de ladite société avec tous les droits et obligations qui y sont attachés.

Le cessionnaire reconnaît avoir pris connaissance des statuts sociaux, de toutes résolutions prises et de tous procès verbaux dressés à ce jour par les assemblées des actionnaires et les accepte.

PRIX :

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix total de **600 € (six cent euros)** que **M. ERMOLLI Daniel**, reconnait avoir reçu du cessionnaire et dont il lui donne ici quittance.

SIGNIFICATION :

La présente cession sera signifiée à la société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la Présidence d'une attestation de ce dépôt.

PROPRIETE JOUISSANCE :

Ladite cession, qui n'entraîne pas la dissolution de la société, prendra effet **à compter du 28 Janvier 2016** date à compter de laquelle le cessionnaire sera propriétaire desdites actions, en touchera les revenus et bénéficiera de tous les droits qui y sont attachés.

NANTISSEMENT :

Les actions cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou mesure quelconque susceptible de faire obstacle à la cession, réduire ou anéantir les droits du cessionnaire.

AGREMENT DE CESSION : aux présentes est intervenue :

- **Mme BARRE-GOFFART Auréline**

Ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, M. BARRE-GOFFART Alain et M. ERMOLLI Daniel étant l'un et l'autre actionnaire de la SAS DEM & MOVE, et conformément aux dispositions de la loi du 24 juillet 1966 la présente cession ne nécessite pas l'agrément d'autres actionnaires.

Il en résulte que les actions sont réparties comme suit :

- M. BARRE-GOFFART Alain
  Détenteur des parts numérotées de 1 à 40 et de 141 à 200 ..... 100 actions

- Mme BARRE-GOFFART Auréline
  Détentrice des parts numérotées de 41 à 140 ..... 100 actions

Total du nombre d'actions attribuées ..... 100 actions

Tous les frais, droits et honoraires des présentes, et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par la cessionnaire qui s'y oblige.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original des présentes pour l'accomplissement de toutes formalités légales.

Pour l'enregistrement, il est précisé que les actions cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers.

Signature du cédant
(signature précédée de la mention BON POUR CESSION)

M. ERMOLLI Daniel

Bon pour cession

Signature du cessionnaire

M. BARRE-GOFFART Alain

ABARRÉ

Fait en 5 exemplaires originaux, dont **un** pour l'enregistrement, **un** pour être déposés en annexe au Registre du Commerce, **deux** pour les contractants et **un** pour le cabinet d'expertise comptable.

Draveil, le 28/01/2016

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES DE CORBEIL
Le 18/02/2016 Bordereau n°2016/196 Case n°14 Ext 1193
Enregistrement : 25 € Pénalités :
Total liquidé : vingt-cinq euros
Montant reçu : vingt-cinq euros
La Contrôleuse des finances publiques

Elodie CABARRUS
Contrôleuse des Finances Publiques

AB

ABG

Certifié conforme à l'original

STATUTS

ABG DIAG. CONSEIL

SAS au capital de 2 000 €

Siège social :
17 bis avenue de Beaumont
91210 DRAVEIL

Statuts modifiés le 28/01/2016

ABG

Greffe du Tribunal de Commerce d'Evry : dépôt N°3948 en date du 15/03/2016

Les soussignés :

- **M. BARRE-GOFFART Alain,** né le 26/04/1960 à Casablanca (Maroc), demeurant 17 bis avenue de Beaumont – 91210 DRAVEIL, de nationalité Française, marié sous le régime de la communauté des biens ;

- **Mme BARRE-GOFFART Auréline**, née le 13/05/1992 à Courcouronnes (91), demeurant 17 bis avenue de Beaumont – 91210 DRAVEIL, de nationalité Française, célibataire ;

ont décidé de constituer, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société par actions simplifiée.

ARTICLE 1 FORME

Il est formé par les présentes, une société par actions simplifiée qui sera régie par les présents statuts ainsi que par les articles L.227-1 à L227-20 du code de commerce et des autres articles du code de commerce notamment dans sa partie réglementaire qui lui sont applicables, et d'une façon générale, tout texte qui s'y substituerait.

ARTICLE 2 OBJET

La société a pour objet :

- **Travaux de diagnostics et d'expertises dans la construction et sur les biens immobiliers ;**
- **Activité de consultant et de conseil ;**
- **Ventes de prestations de services ou de biens d'équipement ainsi que toute activité pouvant être complémentaire ;**

Ces activités pouvant être exercées directement ou indirectement et notamment par voie de création de nouveaux établissements, d'apport, de prise en location-gérance,
Et d'une manière plus générale, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet de la société ou à des objets connexes et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

La société ne peut procéder à une offre au public de titres financiers sous réserve des exceptions visées à l'article L. 227-2 du code de commerce ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions.

ARTICLE 3 DENOMINATION

La société a pour dénomination : **ABG DIAG. CONSEIL**

Nom commercial : HABITAT DIAGNOSTICS

Sur tous actes ou sur tous documents émanant de la société et destinés aux tiers, il sera indiqué la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots " société par actions simplifiée " ou des initiales (SAS) et de l'énonciation du capital social.

ABG

ARTICLE 4 SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé à : **17bis avenue de Beaumont – 91210 DRAVEIL**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président avec pouvoir de modifier en conséquence les statuts et en tout autre lieu par décision collective ordinaire des actionnaires.

ARTICLE 5 DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6 APPORTS

Les associés apportent à la société, à savoir :

APPORTS EN NUMERAIRE :

- M. BARRE-GOFFART Alain .....400 €
- Mme BARRE-GOFFART Auréline.....1 000 €
- M. ERMOLLI Daniel .....600 €

Soit au total la somme de .....2 000 €

La somme des apports en numéraire de **deux mille euros (2 000 €)** a été déposée par les associés, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque suivante :

SOCIETE GENERALE
25 Grande Rue
91260 JUVISY SUR ORGE

ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque, **le 21/07/2014.**

Cette somme sera retirée par le président de la société sur présentation de l'extrait K bis délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, attestant l'immatriculation de celle-ci au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 7 CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **2 000 €** (deux mille euros) et divisé en 200 actions égales de 10 € chacune, entièrement souscrites et libérées et attribuées aux associés en proportion de leurs apports, c'est à dire :

- M. BARRE-GOFFART Alain
  Détenteur des parts numérotées de 1 à 40 et de 141 à 200 ..... 100 actions

- Mme BARRE-GOFFART Auréline
  Détentrice des parts numérotées de 41 à 140 ..... 100 actions

Total du nombre d'actions attribuées ..... 200 actions

ABG

Total égal au nombre d'action composant le capital social.

Conformément à la loi, les soussignés déclarent expressément que les parts sociales présentement créées sont souscrites en totalité par les associés, et intégralement libérées, et qu'elles représentent des apports en espèces et en nature et qu'elles sont réparties entre les associés dans les proportions indiquées ci-dessus.

ARTICLE 8 MODIFICATION DU CAPITAL

1°) Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation du capital.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant doit à l'attribution de titres de créances, l'associé unique ou les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire sous réserve des droits de l'usufruitier.

2°) Le capital social peut être réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président. L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour réaliser la réduction de capital.

ARTICLE 9 LIBERATION DES ACTIONS

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.
La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives; elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.
La propriété des actions résulte de leur inscription en compte au nom du ou des titulaires. Tout associé peut demander à la société une attestation d'inscription en compte.
Les actions sont négociables sauf celles en industrie.

ABG

ARTICLE 11 TRANSMISSION DES ACTIONS

1°) Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur de la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

2°) Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de dissolution de l'éventuelle communauté de biens existant entre l'associé unique, personne physique, et son conjoints, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des actions est attribuées à l'un des époux, soit avec les deux associés si les actions sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

La cession de droits d'attribution d'actions gratuites, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes, et la cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire est libre.

3°) Transmission des actions en cas de pluralité d'associés

Préemption

La cession d'actions de la Société à un tiers est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après :

L'associé cédant doit notifier son projet au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de quinze jours de ladite notification, le Président notifiera ce projet aux associés, individuellement, par lettre recommandée avec accusé de réception, qui disposeront d'un délai de quinze jours pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

ABG

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Président le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration du délai de quinze jours, le Président devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cèdent.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieurs au nombre d'actions proposées à a vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionnée dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra, si le cessionnaire et non associé, se soumettre à la procédure d'agrément suivante.

Agrément des cessions

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant les noms, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délais de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.
A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeur mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donnée. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

ABG

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associé, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation des réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

ARTICLE 12 DROIT ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. L'actionnaire unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports. L'actionnaire unique est tenu de libérer les actions par lui souscrites dans les 15 jours de l'appel de fonds formulé par le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le propriétaire d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

Toute action est indivisible à l'égard de la société.

Les indivisaires des actions doivent notifier à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de 8 jours à compter de la survenance de l'indivision, le nom du représentant de l'indivision qui exercera les droits attachés aux actions. Le changement de représentant de l'indivision ne sera opposable à la société, qu'à l'expiration d'un délai de 8 jours à compter de sa notification à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 13 PRESIDENT

La société est représentée, dirigée, gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, associé ou non de la société. En présence d'un associé unique, celui-ci exerce cette fonction ou désigne un tiers.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Présidents en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président est :

Mme BARRE-GOFFART Auréline, née le 13/05/1992 à Courcouronnes (91), demeurant 17 bis avenue de Beaumont – 91210 DRAVEIL

ARTICLE 14 DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE

Si associé est unique, il est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- Modification des statuts

ABG

- Approbation des comptes et affectation du résultat

- Quitus de la gestion du Président

- Nomination et révocation du Président et des directeurs généraux

- Nomination du ou des commissaires aux comptes

- En présence d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus par la loi et les statuts aux associés lorsqu'une prise de décision collective est nécessaire. Les modalités de consultation des associés sont alors inapplicables.

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Les décisions prises par l'associé unique sont répertoriées dans un registre qu'il aura fait coter et parapher.

ARTICLE 15 DECISION COLLECTIVES

Si la société comporte plusieurs associés, les pouvoirs dévolus à l'associé unique sont exercés par la collectivité des associés.

Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- Approbation des conventions réglementées,
- Nomination des Commissaires aux Comptes,
- Augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- Transformation de la Société,
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- Dissolution et liquidation de la Société,
- Agrément des cessions d'actions,
- Inaliénabilité des actions,
- Suspension des droits de vote e exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- Augmentation des engagements des associés,
- Nomination, révocation et rémunération du Président,
- Modification des statuts, sauf transfert du siège social, sauf transfert du siège social en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe,

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises, aux choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif et à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ABG

Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le commissaire aux comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite quinze jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 10 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social huit jours au moins avant la date de la réunion. Le président accuse réception de ces demandes dans les trois jours de leurs réceptions.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Règles de majorité

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions collectives entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi, seront prises à la majorité des deux tiers des voix des associés présents ou représentés. Les autres décisions seront prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés.

ABG

Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur le registre spécial, ou sur les feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiquée préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 16 INFORMATION DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associes doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation selon les modalités prévues ci-après.

Pour chaque consultation des associes qui donne lieu à l'établissement d'un rapport du commissaire aux comptes quand il en a été désigné et/ou a un rapport du président, copies de ces documents sont adressées aux associes lorsque la consultation n'a pas lieu par voie de réunion des associés; ces mêmes documents sont communiqués au comité d'entreprise s'il y a lieu.

Pour les consultations annuelles ayant trait aux comptes sociaux, les associés peuvent, 8 jours avant la date prévue, prendre connaissance au siège social de l'inventaire, des comptes annuels, des comptes consolidés s'il en est établi, du rapport de gestion établi par le président ou l'organe habilité à cet effet, du ou des rapports des commissaires aux comptes, du tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices; si l'ordre du jour comporte la nomination du président et/ou d'un membre d'un organe collégial de direction, d'administration ou de surveillance les nom, prénoms usuel et âge des candidats, leurs références professionnelles et leurs activités professionnelles au cours des 2 dernières années feront partie des documents et renseignements mis à la disposition des associés.

Le droit de consulter emporte celui de prendre copie sauf pour l'inventaire; des frais de copie peuvent être réclamés par la société. Il appartient au président d'assurer aux associés une information loyale dans le cadre des décisions qu'ils ont à prendre.

ARTICLE 17 CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son Président associé unique ou l'un des dirigeants doivent être mentionnées sur le registre des décisions.
Les conventions autres que les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personnes interposées entre le Président non associé unique et la Société sont soumises à l'approbation de l'associé unique.

Si la Société comporte plusieurs associés, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, un rapport sur les conventions, intervenues au cours de l'exercice écoulé, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'un fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la

ABG

contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, sont communiquées au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

ARTICLE 18 CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et au directeur général de contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par la SAS leurs engagements avec les tiers, le tout en application de l'article l227-12 et des interdictions prévues par l'article L225-43 du code de commerce.

ARTICLE 19 EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le **1er octobre et finit le 30 Septembre**. Par exception, le premier exercice social comprendra la période courue entre le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et le 30 Septembre 2015.

ARTICLE 20 ÉTABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe) en se conformant aux dispositions légales ou réglementaires applicables en ce domaine. Le président établit un rapport de gestion contenant les mentions imposées par les dispositions du code de commerce applicables aux SAS. Lorsque le président personne physiques est associé unique, il peut se dispenser d'établir ce rapport dans les conditions fixées par les textes réglementaires en vigueur. Il joint à ce rapport s'il y a lieu, les rapports spéciaux et complémentaires prévus par les textes et relatifs notamment aux délégations consenties pour les augmentations de capital, aux opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'attribution gratuite d'actions.

ARTICLE 21 APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DES RESULTATS

Une décision collective des associés ou l'associé unique approuve les comptes, sur rapport du commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, dans un délai de 8 mois à compter de la clôture de l'exercice; délai ramené de droit à six mois en présence d'un associé unique. Toutefois, l'associé unique personne physique président de la SAS peut, pour l'approbation des comptes de la société, déposer au registre du commerce et des sociétés dont dépend la société dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice: l'inventaire et les comptes annuels dument signés. Il n'est pas tenu de porter au registre des décisions le récépissé délivré par le greffe du tribunal de commerce.

La décision collective ou l'associé unique se prononce également sur l'affectation à donner au résultat de cet exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit " réserve légale ". Ce prélèvement

ABG

cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la " réserve légale " est descendue au-dessous de cette fraction.

Les associés décident souverainement de l'affectation du solde du bénéfice distribuable augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires antérieurs; ils déterminent notamment la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividende.
Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition.
Aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves distribuables.
Les dividendes des actions sont payés aux époques et lieux fixés par l'assemblée dans un délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice.

Versement en compte courant. Chaque associé pourra verser des sommes en compte courant dans la caisse sociale, mais seulement du consentement du président. Ces avances seront productives d'intérêts aux taux et modalités à convenir avec le président. Dans ce cas, les mentions portées sur les livres et la correspondance échangée entre les associés déposants et le président feront foi du montant de ces dépôts ainsi que de l'intérêt stipulé, des conditions de remboursement et de toutes autres modalités.

ARTICLE 22 CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL.

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu de consulter les associés dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La résolution adoptée par les associés est publiée et donne lieu à l'accomplissement des formalités réglementaires.

À défaut de consultation des associés, la dissolution éventuelle pourra être demandée dans les conditions prévues à l'article L 225-248 du code de commerce.

ARTICLE 23 DISSOLUTION ET LIQUIDATION

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judicaire pour justes motifs.
La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision de l'associé unique.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

Si la société ne comprend qu'un seul associé, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraine, conformément à l'article L844-5 du code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans liquidation préalable.

ARTICLE 24 CONTESTATION

Tous différends susceptibles de surgir pendant la durée de la société, entre les associés et les représentants légaux de la société, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ABG

ARTICLE 25 ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

Un état des actes accomplis par les associés pour le compte de la société en formation avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, est annexé aux statuts.

Conformément aux articles L.210-6 du Code de commerce, et 74 alinéa 3 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales, et sous réserve qu'ils soient déterminés et que leurs modalités en soient précisées par le mandat, l'immatriculation de la société ABG DIAG. CONSEIL emportera reprise de ces engagements par la société.

ARTICLE 26 FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

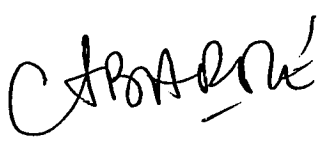
ARTICLE 27 PUBLICITE

Tous pouvoirs sont données au Président, ou à toute personne qu'il déciderait de se substituer, et à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrite par la loi en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, et notamment à l'effet de faire insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales le département du siège social.

Fait en 5 originaux, à Draveil, le 28 Janvier 2016

M. BARRE-GOFFART Alain

Mme BARRE-GOFFART Auréline





ABG